

Tous nos cultivateurs seront avant longtemps embrigadés au bout de la baïonnette. Finie la justice, au Canada, fini le bonheur. Continuons nos folies et poursuivons la danse des millions, en arrachant les sous et les dollars à nos pauvres cultivateurs, à nos producteurs, à nos gagne-petit, à nos enfants, à nos étudiants, à nos parents et à nos grands-parents. Tout va à nos compagnies, à nos institutions, à nos universités, à nos gouvernements, à nos diplômés universitaires, mais on se soucie de moins en moins du peuple, de la vie, de la personne humaine et de la famille.

Nous ne savons même plus reconnaître la grandeur et la valeur de l'être humain. Nous en sommes rendus à adopter des lois socialistes comme celle que nous étudions présentement. Il n'existe pas de pires lois en Russie, ni dans aucun autre des pays les plus communistes au monde, car il s'agit d'une loi abominable. Et je tiens responsables le ministre de l'Agriculture et tous les autres libéraux socialistes qui se disposent à approuver cette loi de l'abomination dans laquelle nous allons plonger les agriculteurs et tous les autres Canadiens.

Depuis 1945, le Canada, qui est prospère et en paix avec tout le monde, augmente sa productivité et la richesse de ses grandes entreprises, fait partie de tous les organismes internationaux et passe pour un grand pays. Depuis 1945, j'ai suivi ce progrès remarquable et le développement spectaculaire du Canada, et c'est un motif de joie et de fierté pour moi que de me savoir citoyen du Canada.

Mais depuis 1962, je suis député à la Chambre des communes, au Parlement du Canada, et je participe de mon mieux au gouvernement du pays, qui devient plus en plus prospère, du moins pour ce qui est de son produit national brut. Même si, de temps à autre, nous invitons des experts internationaux à participer à nos enquêtes royales, nous nous rendons bien compte que nous sommes maintenant en mesure de nous administrer nous-mêmes.

Avec l'énorme accroissement de notre production,—nous avons, en 1970, pour 34 milliards de dollars de surplus national—nous ne sommes pas assez sages pour utiliser une dizaine de ces milliards en vue d'assurer un revenu garanti à tout le monde. Même en ce faisant, il en resterait encore assez pour les requins de la finance. Il leur resterait encore tout l'océan, ils auraient encore tout le grand patrimoine. Ce que nous voulons, c'est que le gouvernement assure un minimum de territoire aux siens en vue d'assurer le bien-être aux Canadiens.

Le Canada, qui réalise des profits exorbitants, devrait distribuer des dividendes à tous les Canadiens. Mais il ne les a distribués qu'à

[M. Latulippe.]

quelques citoyens, jusqu'ici. Un grand nombre de Canadiens se contentent de recevoir les fruits amers des impôts et des taxes. A ce sujet, les capitalistes se contentent de déposer les gens. Ils leur enlèvent ce qu'ils ont gagné, l'héritage qu'ils ont reçu. Les citoyens perdent tout cela pour payer l'intérêt à la haute finance. C'est pour cette raison que les agriculteurs n'ont plus rien et qu'ils sont dans le marasme qui existe dans tous les secteurs de l'économie.

• (4.00 p.m.)

Il n'y a que ceux qui profitent de l'intérêt sur l'argent et les gros industriels qui parviennent à survivre dans le système actuel. On dit que tous les secteurs de l'industrie sont dans le marasme. Et c'est une des raisons pour lesquelles le gouvernement désire la contrôler afin d'exploiter les gens davantage et leur enlever le peu qu'il leur reste. On désire que tout tombe sous le contrôle du gouvernement ou d'une commission irresponsable. Voilà donc où nous en sommes!

L'honorable ministre des Finances (M. Benson) vient de faire part à la Chambre du budget annuel. On se rend bien compte que les conseillers du ministère des finances et des autres ministères, tous les fonctionnaires, techniciens, technocrates, les représentants des diverses disciplines universitaires, ainsi que le ministre lui-même, sont responsables du marasme dans lequel nous sommes. Cependant, le Canada est bien un pays indépendant.

Si le Canada est un pays indépendant, laissons donc les agriculteurs progresser comme ils l'entendent. Le gouvernement ne devrait pas s'occuper de cela. Il ne produit ou ne bâtit rien. Il doit protéger les individus et présenter des lois leur permettant de s'épanouir dans la liberté. La loi présentement à l'étude vise à empêcher l'épanouissement de l'individu et à lui imposer un carcan dont il ne pourra jamais se libérer.

La liberté est tellement chère à l'individu qu'il ne faudrait pas, pour tout l'or au monde, y toucher. Toutefois, le gouvernement se permet d'empiéter sur cette liberté, par ce qu'il préconise, et ce dans le but de favoriser quelques institutions au détriment de toute la population.

L'agriculture est dans le marasme. Nous le savons tous et le ministre de l'Agriculture en a connaissance. Le mécontentement règne dans tout le pays. Les agriculteurs se révoltent et d'autres sont aussi enclins à le faire.

Devant ces faits, le gouvernement dit: On va contrôler l'agriculture, on vous exploitera grâce à des lois injustes. Au lieu de permettre aux agriculteurs, aux bâtisseurs du Canada, de survivre, on vise à les détruire, en centra-